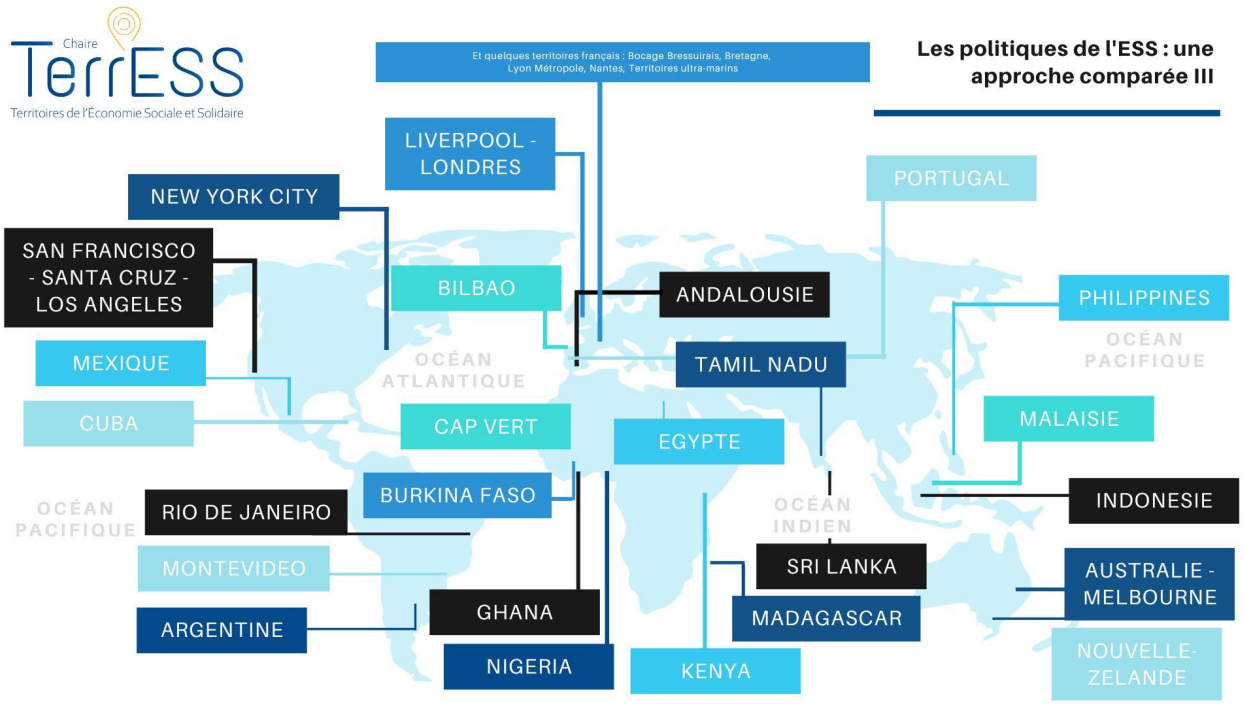
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Malaisie

Par Julie PINCHEMEL, Oscar THEUEKAUFF, Nathan LESTRADE, Alice LE BONHOMME

La Malaisie, située en Asie du Sud-Est, est composée de la Malaisie péninsulaire et de la Malaisie orientale sur l'île de Bornéo. Avec 33 millions d'habitants, elle se distingue par sa diversité ethnique et culturelle. Pays dynamique parmi les "tigres asiatiques", son économie repose notamment sur le pétrole, le gaz, l'agriculture et l'industrie. Cependant, la Malaisie s'efforce également depuis plusieurs années de promouvoir des modèles économiques alternatifs à travers le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS). L'ESS en Malaisie, bien que relativement récente dans sa structuration, s'appuie principalement sur des coopératives bien établies et un réseau croissant d'entreprises sociales. Le gouvernement malaisien joue un rôle actif dans la promotion de ces initiatives, cherchant à notamment à réduire les inégalités socio-économiques et atteindre différents objectifs de développement durable (ODD).

I) Les conditions d'émergence des politiques d'ESS en Malaisie

A) Dénomination de l'ESS en Malaisie

Dans le contexte malaisien, le terme d' "économie sociale" a été préféré à celui d' "économie solidaire". Ce choix découle d'une volonté d'adopter une approche plus consensuelle et pragmatique, adaptée à un contexte marqué par la domination de l'économie de marché. Le terme "économie sociale" met l'accent sur les dimensions sociales des activités économiques, un aspect particulièrement bienvenu pour pallier les déséquilibres sociaux générés par le modèle marchand (inégalités sociales, etc.) À l'inverse, "économie solidaire", jugé plus radical, souffre de connotations socialistes qui pourraient limiter l'adhésion de certains acteurs économiques et institutionnels malaisiens. Cette terminologie favorise ainsi une acceptation large des principes de l'ESS dans les politiques publiques et les pratiques économiques. Par ailleurs, en Malaisie, l'ESS n'est pas abordée comme un concept global et intégré, mais plutôt à travers ses composantes spécifiques que sont les coopératives, les sociétés de secours mutuels, les organisations de la société civile ou encore les entreprises sociales.

B) Référentiels de l'ESS en Malaisie

Les référentiels participent à la manière dont les politiques publiques d'ESS sont façonnées, élaborées et évoluent en Malaisie.

La tradition du *gotong royong* (assistance mutuelle) constitue une base essentielle des notions de solidarité et de charité dans le paysage de l'économie sociale en Malaisie. Cette pratique ancrée dans les communautés rurales illustre une coopération collective pour résoudre des problèmes locaux, renforçant le tissu social et promouvant l'entraide comme norme sociale. Depuis leur première structuration légale sous la colonisation britannique, les coopératives en Malaisie incarnent les valeurs de solidarité communautaire. Ces organisations ont favorisé l'entraide économique tout en s'appuyant sur des principes de gouvernance collective. L'accent mis sur la solidarité reflète une volonté de promouvoir l'équité et le partage des ressources au sein des communautés. Par ailleurs, ce référentiel de solidarité est renforcé par l'influence des principes islamiques en Malaisie, tels que les normes de don (*zakat*) et l'interdiction de l'intérêt (*riba*), qui a favorisé le développement de modèles de microfinance et d'assurance (*Takaful*) accessibles à des populations à faibles revenus notamment. Par exemple, la *Koperasi Belia Islam*, une coopérative de crédit, finance des projets agricoles biologiques et durables au nom des principes de la *Sharia*.

Depuis 2015, le gouvernement fédéral malaisien a orienté l'ESS vers une vision davantage alignée sur les dynamiques du marché et le développement économique, avec la mise à l'agenda et la promotion des entreprises sociales. Cela reflète une adaptation des valeurs de solidarité à un cadre plus entrepreneurial. Ces structures visent à répondre à des problématiques sociales tout en intégrant des pratiques commerciales portées sur l'innovation. L'accent sur l'entrepreneuriat social est cohérent avec les ambitions de la Malaisie de diversifier son économie et de soutenir l'innovation sociale, en encourageant notamment des partenariats public-privé.

C) Le cadre institutionnel des politiques d'ESS en Malaisie

À ce jour, il n'existe pas en Malaisie de législation sur l'ESS en tant que concept intégré. Cependant, l'ESS se distingue en plusieurs catégories principales avec les coopératives (*Koperasi*), l'entreprenariat social (*Perusahaan Sosial*), ainsi que les organisations de la société civile et les sociétés de secours mutuel.

L'une des premières législations notables concernant le développement de l'économie sociale est le *Societies Act* de 1966 qui autorise sept personnes ou plus à former une société, un club ou une association, à but non lucratif. Dans le contexte malaisien, les sociétés de secours mutuel, les organisations de défense des droits sont largement encadrées par cette loi, bien que certaines organisations de société civile soient enregistrées auprès de la juridiction du *Companies Act* de 2016 du fait des difficultés de remplir les critères de reconnaissance du *Societies Act*.

Les coopératives sont dépendantes du *Cooperative Societies Act* de 1993 qui a établi les principes qui définissent les coopératives malaisienne : 1/ une adhésion volontaire et ouverte; 2/ une gouvernance démocratique; 3/ un retour limité de capitaux pour les contributeurs; 4/ une division équitable des profits; 5/ la promotion d'une éducation coopérative; 6/ une coopération active parmi les sociétés enregistrées. La Commission des Coopératives de Malaisie, connue sous le nom de *Suruhanjaya Koperasi Malaysia* (SKM) et placée sous l'autorité du Ministère du Développement de l'Entreprenariat et des Coopératives (MEDAC), est l'autorité nationale responsable de la régulation et du développement des coopératives dans le pays. Elle veille à la conformité des coopératives aux lois en vigueur, offre des formations et des ressources pour renforcer leurs capacités, et résout les différends entre les membres.

La construction des politiques publiques de l'économie sociale en Malaisie relève donc principalement de l'État *via* notamment ses plans quinquennaux qui donnent les orientations politiques générales, le cadre législatif spécifique aux coopératives, ou encore les agences et initiatives d'ESS rattachées aux portefeuilles de différents ministères (MEDAC pour l'entrepreneuriat et les coopératives ; MOSTI pour les sciences, technologies et innovations). Toutefois, du fait de leur poids dans le paysage économique malaisien, les coopératives souhaitent également jouer un rôle dans l'élaboration et la mise en place des politiques d'ESS. Ainsi, ANGKASA, formellement reconnu comme le représentant du mouvement coopératif malaisien (6 millions de membres) cherche à bénéficier des avantages similaires aux entreprises sociales.

II) L'inclusion des politiques d'ESS dans l'économie malaisienne

A) Panorama de l'ESS en Malaisie

Les coopératives sont, pour des raisons historiques (colonisation britannique) et juridique (première loi en 1922), une forme dominante dans le paysage de l'ESS en Malaisie. Tous les ans, la Commission des Coopératives de Malaisie (SKM) publie un rapport sur l'évolution de l'ESS au sein du pays. Ces rapports explicitent les réalisations et les défis rencontrés dans ce secteur pour établir des prévisions et des conseils pour l'orientation des politiques publiques. Ainsi, il y aurait en Malaisie 15 809 coopératives en 2023, contre 14 625 en 2019. Le nombre de coopératives est donc en augmentation chaque année depuis cinq ans. La Malaisie étant un État fédéral, le nombre de coopératives varie selon les États fédérés et notamment en fonction de la densité de leur population. L'État de Selangor possède le plus grand nombre de coopératives avec 2115 coopératives. 7,2 millions de personnes étaient membres d'une coopérative en 2023, soit 24% de la population malaisienne. La formation de coopératives est facilitée par la législation malaisienne : depuis un amendement de la loi sur les coopératives de 1993, le nombre de personnes requis pour enregistrer une coopérative est de 20 et non plus de 50.

Au-delà des coopératives, l'économie sociale malaisienne intègre aussi dans son paysage les formes d'entreprises sociales, et d'organisations de la société civile souvent confessionnelles.

B) Objectifs de l'ESS en Malaisie

Les initiatives d'ESS en Malaisie doivent répondre à plusieurs problèmes publics qui persistent encore dans le pays. Les principaux défis se cristallisent notamment autour de la lutte contre la pauvreté et les disparités socio-économiques. Certains États comme le Kelantan, le Terengganu et le Perlis, présentent des taux de pauvreté largement supérieurs à la moyenne nationale. Ces inégalités se manifestent notamment dans un clivage rural/urbain - les zones rurales souffrant de faibles infrastructures et de difficultés d'accès aux ressources. Par ailleurs, des clivages intercommunautaires hérités de la colonisation se traduisent par des écarts de revenus marqués. La pauvreté est particulièrement élevée chez les Bumiputeras (la population autochtone). Les

initiatives locales portées par les coopératives et entreprises sociales ont pour objectif d'améliorer l'accès aux ressources et services essentiels. Les coopératives de crédit telles que le Credit Union Promotion Centre (CUPC) jouent un rôle important en facilitant l'accès au logement pour les populations à faibles revenus, en octroyant des microcrédits et en offrant des services d'assurance. Ces structures établies depuis les années 1970, inspirées du modèle Grameen Bank, soutiennent l'autonomie financière des communautés marginalisées.

Malgré certains progrès, les inégalités de genre restent importantes : le Global Gender Gap Report 2024 classe la Malaisie 114e sur 146 pays. Les initiatives d'économie sociale malaisienne encouragent la participation économique et sociale des femmes à travers des programmes de formation, de microfinance et de soutien aux projets portés par des femmes, visant ainsi à leur émancipation.

Par ailleurs, certaines initiatives d'ESS participent activement à garantir la sécurité alimentaire et à améliorer la santé publique en Malaisie. Le rôle des coopératives agricoles est alors majeur puisque ces structures ont pour ambition de moderniser l'agriculture en facilitant l'accès aux technologies (e.g. les techniques de « fertirrigation »), et de renforcer les chaînes d'approvisionnement. Ces initiatives comme la *Koperasi Belia Islam* essaient d'allier sécurité et indépendance alimentaire, promotion de pratiques environnementales durables (agriculture biologique et résiliente, circuit court), et bénéfices sociaux (amélioration de la santé publique en limitant les pesticides, inclusion de populations locales dans le processus coopératif). Ainsi, ces initiatives d'ESS en Malaisie sont considérées comme un moyen d'atteindre les ODD. C'est d'ailleurs en partie dans cette perspective que sont pensées les politiques publiques de soutien aux initiatives d'ESS.

Toutefois, l'économie sociale ne se limite pas à répondre aux besoins sociaux et environnementaux. Elle vise également le développement économique de la Malaisie. C'est dans ce contexte qu'ont émergé les politiques en faveur de l'entrepreneuriat social qui représentent une part croissante des initiatives. Tout en devant en principe porter une attention à « l'impact » social de leurs activités, ces start-ups poursuivent aussi des objectifs de rentabilité, avec des ambitions d'expansion locale et régionale.

C) Les dispositifs de soutiens et d'accompagnement de l'ESS et ses limites

Depuis sa mise à l'agenda relativement récente, l'économie sociale bénéficie d'un certain nombre de dispositifs de soutien et d'accompagnement. Depuis 2015, le gouvernement a mis l'accent sur une structure particulière : les entreprises sociales. Le MaGIC (Malaysian Global Innovation and Creativity Centre), une initiative gouvernementale visant à promouvoir l'entrepreneuriat social et l'innovation "à impact", définit les entreprises sociales comme des "entités remplissant une mission sociale en utilisant un modèle économique". Celles qui remplissent les conditions requises sont enregistrées auprès du MEDAC selon un système d'accréditation mis en place en 2019 (SE.A - Social Enterprise Accreditation) en 3 niveaux de certification (cf. annexe 2). Les entreprises sociales accréditées bénéficient alors d'un accès à des financements par subventions, des statuts d'exonération fiscale, des programmes de formation (l'INSKEN pour l'entrepreneuriat social) et d'autres formes de soutien de plusieurs institutions (cf. annexe 4). Plus largement, l'économie sociale représente un budget croissant de l'État malaisien. En 2021, 20 millions MYR (US $ 4

millions) de subventions étaient destinés aux entreprises sociales dans le cadre du PPISK (Program Perolehan Impak Sosial Kerajaan). Durant la crise de la COVID-19, le gouvernement a alloué 100 millions MYR (US $ 23,6 millions) d'aides dirigées à certaines start-ups sociales du secteur de la technologie. Le Social Impact Matching (SIM) donnait également le droit aux entreprises sociales de prétendre à des compensations pour relancer leurs activités.

Malgré ces dispositifs d'accompagnement, l'ESS en Malaisie fait face à plusieurs limites. Les défis d'efficacité de ces programmes d'aides empêchent la pérennisation du soutien aux initiatives. Plus largement, l'ESS en Malaisie souffre d'une approche encore trop fragmentée qui empêche l'émergence d'un écosystème global durablement favorable au développement de politiques publiques. Cette fragmentation découle en grande partie de l'absence de législation spécifique à l'ESS en tant que telle, bien qu'elle bénéficie d'une reconnaissance croissante dans les discours politiques. Les entreprises sociales, par exemple, ne disposent pas encore d'un statut légal distinct, ce qui limite leur structuration et leur capacité à s'inscrire dans des cadres institutionnels solides. Par ailleurs, la collecte et l'analyse des données relatives à l'impact des politiques d'ESS restent insuffisantes, bien qu'une certaine volonté d'amélioration se dessine avec l'implication accrue du Département des Statistiques de Malaisie dans la documentation des ODD.

Enfin, certaines dérives dans le secteur des coopératives témoignent des tensions qui existent entre les objectifs sociaux et les pressions économiques. Les plus grandes coopératives tendent parfois à se transformer en entreprises lucratives, où l'impératif de réaliser des économies d'échelle prime sur les principes fondamentaux de gouvernance démocratique et d'équité dans la répartition des bénéfices. Ainsi, bien que des avancées notables soient observées, la structuration de l'ESS en Malaisie nécessite encore des efforts pour surmonter ses lacunes et garantir la pérennité de ses politiques publiques.

Documents annexes :

Annexe 1 : Photo de la coopérative communautaire *Kampung Kilim Langkawi Berhad*, publiée dans le rapport 2023 de l'organisation SKM. Cette coopérative mène des activités agrotouristiques (entretien des zones de mangroves et protection et restauration des infrastructures du site protégé par l'UNESCO). Cette coopérative est un exemple de structure de l'économie sociale présente en Malaisie.

FIGURE 1.1 Coopérative communautaire Kampung Kilim Langkawi Berhad

Annexe 2 :

<u>3 niveaux d'accréditation des entreprises sociales (depuis 2019):</u>

- niveau 1 : ES de base → auto-déclaration au registre du MEDAC mais non certifiée (320 entreprises en 2021)
- niveau 2 : ES. A → accrédité selon les critères du MaGIC (29 entreprises en 2021)
- niveau 3 : ES. A + → complètement accrédité avec un statut d'exonération fiscale (8 entreprises en 2021)

(*source : OIT 2021)*

Tableau qui permet d'éclairer les critères d'accréditation des entreprises sociales par l'initiative gouvernementale MaGIC. Ces classifications permettent aux entreprises d'être éligible à certaines aides gouvernementales. Le tableau a été traduit en français et est trouvable en malais dans le rapport SKM de 2023. Il permet de distinguer les entreprises sociales « en herbe », des « de base » et des « accréditées »

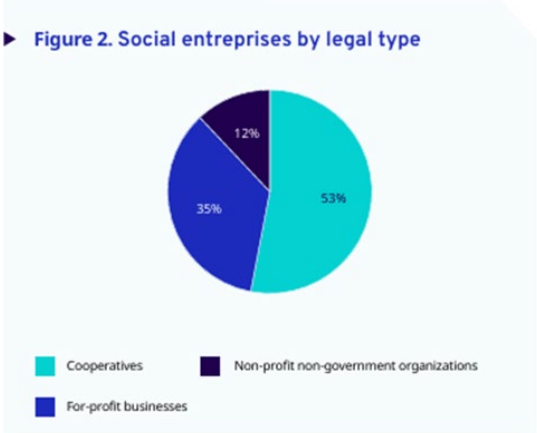
TABLEAU 1.10 CRITÈRES DE NOTATION DES ENTREPRISES SOCIALES

Bourgeon Entreprise Sociale (En herbe)	● Animé par des objectifs sociaux pour aborder le contenu social ou environnemental ● Avoir un groupe cible clair ● >25 % des membres des coopératives sont inscrits auprès de groupes cibles ou de coopératives aidant la communauté Groupe cible ● >10 % des bénéfices sont consacrés à la réalisation de missions sociales/environnementales ou >10 % des coûts d'exploitation de l'entreprise sont consacrés à la réalisation de missions sociales/environnementales
Entreprise Sociale de Base (SE.B)	● >51% des membres de la coopérative appartiennent au groupe cible ou la coopérative aide la communauté du groupe cible. ● >25 % des revenus proviennent d'activités commerciales. ● >30 % des bénéfices sont consacrés à la réalisation de missions sociales/environnementales ou 30 % des coûts d'exploitation de l'entreprise sont consacrés à la réalisation de missions sociales/environnementales
Entreprise Sociale Accréditée (SE.Ac)	● 75% des membres des coopératives sont constitués de groupes cibles ou de coopératives aidant la communauté Groupe cible ● >51 % des revenus proviennent d'activités commerciales ● >51% des bénéfices consacrés à des missions sociales et/ou environnementales ● Avoir un rapport clair de mesure d'impact social et/ou environnemental

TABLEAU 1.11 ÉTAT ACTUEL DE LA NOTATION DES ENTREPRISES SOCIALES (SEMy2030) POUR LES COOPÉRATIVES JUSQU'À DÉCEMBRE 2023

En herbe	SE.B	SE.Ac
-	92 coopératives	1 coopérative

Annexe 3 : Graphique généré par l'Organisation internationale du travail (OIT) qui distingue les coopératives, des entreprises sociales et des organisations non gouvernementales à but non lucratif dans l'ESS en Malaisie. On observe donc que pour des raisons historiques et politiques mentionnées plus haut, les coopératives ont une place encore aujourd'hui primordiale dans l'ESS en Malaisie.



Annexe 4 : Récapitulatif des agences publiques, privées et à but non lucratif impliquées dans l'entrepreneuriat social en Malaisie. Tableau issu de l'article de Adnan, R.N & Yusoff, W.F.W, & Ghazali, N. (2018) The Role of Social Entrepreneurship in Malaysia: A Preliminary Analysis *Advanced Sciences Letters*, *24*(5), pp. 3264-3269(6)

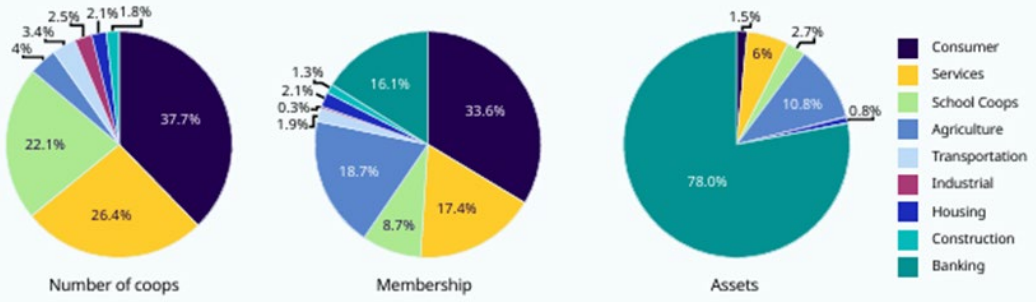
Table 1: Agencies Involvement of Social Entrepreneurship in Malaysia

Sectors	Agencies	Visions/Objectives	Areas of social impact
Government	Ministry of International Trade (MITI)	Promote entrepreneurial culture, and students in higher education institute through the National Entrepreneurship Institute (INSKEN)	Education
Government	Prime Minister's Department (National Transformation Policy)	Encourage youth volunteerism through social entrepreneurial activity	Youth Development
Government	Ministry of Higher Education	Applying the value of entrepreneurship to students through social entrepreneurial activities, working on community micro-entrepreneurs (Program Sahabat), and enhance strategic cooperation in higher education and industry community development.	Education Economic Access & Poverty Alleviation
Government	Malaysian Global Innovation and Creativity Centre (MaGIC)	The social entrepreneurship team to make Malaysia the regional leader for a people based economy. This is achieved through its mission to unleash the potential of social entrepreneurship to drive long-term benefits for society and the environment.	Community Development
Government	Amanah Ikhtiar Malaysia	To eradicate hardcore poverty through the provision of interest free micro-credit facilities to help the poor to set up small businesses, which among the objectives were aimed to boost household income and thus improve the standard of living.	Economic Access & Poverty Alleviation
Government	Lembaga Zakat Selangor	Provide training and capital in profit sharing scheme.	Economic Access & Poverty Alleviation
Government	iM4U	Nurturing the youth to create impact to the community and aim to equip them with life skills, opportunities to meet	Youth Development
		people from different backgrounds, gain new experiences and have fun along the way as well.	
NGO	MyHarapan	Empowering young Malaysians by providing platforms and opportunities to facilitate the growth of project that contribute nation building efforts.	Youth Development
NGO	Community chest	Charitable foundation to assist the development of vernacular schools and missionaries (mission schools)	Community Development
NGO	Yayasan Hasanah (Khazanah Nasional Berhad)	Provides multiple-level funding support to partners in the ecosystem, namely, flagship partners and national initiatives, civil society partner organizations (CSPOs), small grants and sponsorships. Build capacity among the civil society organizations, Hasanah also provides strategic and business advice, training and workshops, knowledge-sharing, sector best practices and networking platforms.	Economic Access & Poverty Alleviation
NGO	EPIC Homes	The objective of bridging the urban-rural divided through the simple act of building a home. They train and empower urban folks (with no background in construction or engineering) to build houses for aboriginal families living in rural areas. Provides indigenous communities with affordable and quick-assemble housing for Orang Asli.	Community Development Rural Development
NGO	PT (Pink Triangle) Foundation's Community Health Care Centre	Provides HIV/AIDS education and support programs for communities in Malaysia. Focuses on HIV and AIDS issues, gender identity and sex education.	Healthcare & Nutrition
NGO	Kakiseni	Guards the wellbeing of Arts and Culture activities in Malaysia.	Arts, Media & Culture
NGO	Scopegroup	Create impact by designing through harnessing the power of social innovation and partnerships for social good and leveraging technology and cross-sector collaborations.	Community Development

Private	ARUS Academy	Provides students from low-income communities with 21st century learning opportunities.	Economic Access & Poverty Alleviation
Private	Tandemic	Provides consulting, training, and venturing building for people who requires to create social change.	Community Development
Private	Biji-Biji	Inspire a society that is accountable for its waste and leaves a minimal impact on the environmental issues.	Environment, Sustainability & Energy
Private	Tonibung	Provides indigenous and remote communities with reliable and affordable sources of electricity in Penampang Sabah.	Community Development
Private	TRY Mabul	Provides youth with relevant skills required in the Mabul Island, Sabah tourism industry.	Community Development
Private	Waqaf An-Nur Corporation	Provide public health care that focuses on health care and help the less fortunate.	Economic Access & Poverty Alleviation Healthcare & Nutrition

Annexe 5 : Graphique de l'OIT adapté du rapport de SKM publié en 2019. Ces graphiques permettent d'illustrer la part de certains secteurs dans l'ESS en Malaisie, et les différences d'importance dans les secteurs entre les actifs, les membres et le nombre de coopératives. Ainsi, bien qu'il y ait peu de coopératives agricoles, l'agriculture est le deuxième secteur avec le plus de membres (concentration des coopératives) et d'actifs.

Figure 1. Cooperatives by number, membership and assets in Malaysia



Source: Adapted from SKM (2019) Cooperatives by functions – June 2019.

Annexe 6 : Logo du plan d'action pour l'entrepreneuriat social 2030 *SEMy2030*, lancé en avril 2022 qui a pour objectif "d'intégrer les entreprises sociales et normaliser l'impact social".

Chaire TerrESS
Territoires de l'Économie Sociale et Solidaire

Gsef Global Social Economy Forum

INTERNATIONAL

Bibliographie

Adnan, R.N & Yusoff, W.F.W, & Ghazali, N. (2018) The Role of Social Entrepreneurship in Malaysia: A Preliminary Analysis. *Advanced Sciences Letters*, *24*(5), pp. 3264-3269(6)

https://doi.org/10.1166/asl.2018.11355

Egorov, V.G., Inshakov, A.A. (2023).The role of the solidarity economy in the development of society (on the example of Asian countries). *SHS Web of Conferences 164*, 00045.

https://doi.org/10.1051/shsconf/202316400045

International Labour Office, Quiñones, B.R. (2015) *Social and Solidarity Economy in Asia: A South-South and triangular cooperation perspective*. International Labour Office – Geneva.

https://base.socioeco.org/docs/wcms_366029.pdf

International Labour Office (2021) Mapping the Social and Solidarity Economy Landscape in Asia - Spotlight on Malaysia. https://www.ilo.org/media/380261/download

MaGIC (2015) Unleashing the power of social entrepreneurship - Malaysian Social Enterprise Blueprint (2015-2018)

https://mymagic-misc.s3.amazonaws.com/SE%20BLUEPRINT.pdf

Majid, M. R., Jaffar, A. R., Che Man, N., Vaziri, M., & Sulemana, M. (2016). Mapping poverty hot spots in peninsular Malaysia using spatial autocorrelation analysis. *Planning Malaysia*, *14*(4).

Malaysian Co-operative societies Commission - SKM (2024). Laporan Ekonomi Sektor Koperasi 2023

https://www.skm.gov.my/images/flippingbook/laporan-ekonomi/2023/LAPORAN%20EKONOMI%20SEKTOR%20KOPERASI%20TAHUN%202023%20-%20FINAL.pdf

MEDAC (2024) Malaysia Social Entrepreneurship Blueprint 2030 - SEMy2030 https://www.kuskop.gov.my/admin/files/med/image/portal/PDF/SEMy2030/SEMy2030_Booklet_ENG.pdf

Petitjean, L. & Ris, E. (2021). Éléments cartographiques pour une distribution spatiale de la pauvreté en Malaisie péninsulaire.

Tan, Jun-E (2014) Educating and Financing the Poor: Credit Union Promotion Club https://sdg-sse.org/en/projects/educating-and-financing-the-poor-credit-union-promotion-club/

Tan, Jun-E (2014) Spearheading organic farming: Koperasi Belia Islam https://sdg-sse.org/en/projects/spearheading-organic-farming-koperasi-belia-islam/

Tan, Jun-E (2016) Social and Solidarity Economy for Sustainable Development in Malaysia: Concepts, Contexts and Case Studies. *UKM Ethnic Studies Paper Series No. 51, September 2016.*